

RIO+20 ET L'ECONOMIE VERTE

ENJEUX ET PERSPECTIVES



La conférence internationale Rio+20, qui se tient dans la capitale économique brésilienne du 20 au 22 juin 2012, aura pour thèmes principaux la mise en place d'une "économie verte" et la gouvernance mondiale du développement durable.

Alors que le monde traverse une crise financière extrêmement grave, cette notion d'économie verte alliant croissance et prise en compte des impératifs environnementaux suscite de nombreuses interrogations.

Que recouvre exactement ce concept de "Green Economy" défendu par la plupart des grandes organisations internationales ?

Comment peut-il servir le développement durable, en particulier dans les pays en développement ?

Et pourquoi suscite-t-il une telle levée de boucliers de la part de nombreuses ONG ?

Ces questions étaient au cœur du débat organisé le vendredi 8 juin par la CTB, l'Agence belge de développement. Avec pour thème "Rio+20 : les modèles économiques verts peuvent-ils soutenir le développement ?", il rassemblait des représentants de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), des Nations Unies et de la société civile.



L'économie verte, un concept en construction

Vingt ans après le Sommet de la Terre de 1992, force est de constater que les engagements pris à cette occasion n'ont été que très partiellement respectés.



Eolienne - Crédit : Stevie Boyuk

Les menaces qui pèsent sur les ressources environnementales, la biodiversité et les générations futures sont de plus en plus lourdes.

Les études publiées sur ces questions, ainsi que les rencontres internationales organisées depuis (Johannesburg, Copenhague, etc.), ont permis de dresser un diagnostic pessimiste de la santé de notre planète.

Ce constat sombre et largement partagé est à l'origine de l'organisation par l'ONU de cette nouvelle Conférence sur le Développement Durable Rio+20 au Brésil.

Il aura fallu des mois de négociations compliquées pour que les chefs d'Etats, les ministres et les représentants d'institutions internationales impliqués dans ces préparatifs finissent par s'entendre sur un texte de compromis qui, au final, retient comme principaux thèmes de ce nouveau rendez-vous mondial "l'instauration d'une économie verte" et "le renforcement de la gouvernance institutionnelle du développement durable".

Défendu par plusieurs Etats pionniers dans le domaine (la Corée du Sud, en particulier), ce concept d'économie verte n'est pas précisément défini mais une acceptation finit par dominer, portée notamment par le PNUE et l'OCDE (qui parle plutôt de "croissance verte").

Dans cette vision, l'économie verte est appréhendée comme un modèle de développement dans lequel la préservation du capital naturel est considérée comme un facteur de croissance économique.



Formation de femmes à l'ingénierie électrique solaire en Inde - Crédit : UN Women / Gaganjit Singh

Principe de réalité

Dans son rapport sur le sujet, l'OCDE explique qu' *"une politique de croissance verte consiste à favoriser la croissance économique et le développement tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être. À cette fin, elle doit catalyser l'investissement et l'innovation qui étayeront une croissance durable et créeront de nouvelles opportunités économiques."*

Invité par la CTB à expliciter ce concept, Jon Lomoy, qui pilote la Direction Coopération au Développement de l'OCDE, a tenu à souligner la nécessité d'associer les impératifs environnementaux à une croissance rapide, en particulier pour convaincre les pays en développement d'adopter cette stratégie.

"La croissance verte ne pourra être acceptée par les pays les plus pauvres en tant que véritable politique alternative qu'à la condition qu'elle se combine à une croissance économique rapide et à une réduction rapide de la pauvreté. Ces pays ont besoin de croissance économique rapide pour résoudre leurs problèmes les plus fondamentaux."

Ce pragmatisme est l'un des fondements essentiels du concept d'économie verte. Pour ses défenseurs, il n'existe pas d'alternative à la croissance, mais celle-ci doit être accompagnée d'une prise en compte systématique des impacts environnementaux de l'activité économique.

L'OCDE invite les décideurs nationaux et internationaux à s'inspirer des expériences locales les plus efficaces afin de définir des politiques publiques globales beaucoup plus écologiques et socialement inclusives.

Pour atteindre ces objectifs, les deux instruments principaux sont l'innovation et les investissements, qui doivent être massivement mobilisés en faveur d'activités économiques permettant de réduire la pollution et les émissions de CO₂, d'optimiser la gestion des ressources naturelles et de prévenir les pertes de biodiversité.



International Green Economy and Living Environment Forum, Changzhou, Wujin
Crédit : Peace Plus One

A la recherche d'un consensus

Depuis sa formulation dans le cadre des phases préparatoires, le concept d'économie verte fait l'objet de débats passionnés au sein de la communauté internationale.

Un bloc important, composé principalement du Brésil, de la Corée du Sud, des Etats-Unis, de l'Ethiopie, du Japon, de l'Indonésie et de l'Union Européenne, a manifesté son adhésion à l'économie verte, en soulignant toutefois le caractère flexible du système qui doit pouvoir s'adapter aux spécificités et besoins de tous les Etats.

A l'inverse, deux groupes de pays ont exprimé leur réticence, voire leur opposition franche à ce modèle économique vert, pour des raisons presque opposées.

Le premier, Argentine, Chine et Egypte en tête, craint que ce nouveau système ait des conséquences négatives sur la compétitivité des pays en développement, qu'il ne s'agisse au final que d'une structure permettant aux nations développées d'adopter arbitrairement des mesures commerciales protectionnistes sous prétexte de préservation des ressources environnementales.

Enfin, un petit groupe de pays est farouchement opposé à ce concept d'économie verte. Il s'agit de la Bolivie, de Cuba et du Venezuela.

Sous le feu des critiques de la société civile

Les critiques les plus virulentes à l'encontre de l'économie verte retenue comme thème central de la conférence Rio+20 viennent des organisations de la société civile.

Nombreuses sont celles qui, tout d'abord, mettent en cause l'absence d'une définition claire et acceptée par tous de cette notion, sans laquelle il est difficile de concevoir des stratégies globales.

Plus fondamentalement, les ONGs reprochent à ce concept de ne pas remettre en cause les principes de base de l'économie libérale et du commerce mondial (qui seraient à l'origine même de la surexploitation des ressources naturelles et des déséquilibres sociaux grandissants), voire de les adouber pour les décennies à venir.

Plateforme alternative, le "Comité de la Société Civile Brésilienne pour Rio+20" précise que *"le thème proposé pour la conférence officielle, ladite « économie verte », (...) est considéré par les organisateurs du sommet des peuples comme insatisfaisant pour affronter la crise planétaire, causée par nos modèles de production et de consommation capitalistes."*

Dans cette vision, le modèle d'économie verte est même parfois perçu comme une opération de greenwashing de très

Depuis plusieurs années, la Bolivie s'illustre sur la scène internationale par ses positions fortes en faveur des droits naturels inaliénables de la "Terre-Mère" et de la reconnaissance des limites des capacités de régénération de ses cycles vitaux.

Portées par le président Evo Morales au sein du concert des nations, les traditions indiennes ancestrales d'Amérique latine appellent à une vision plus spirituelle du développement et de l'exploitation des ressources naturelles.



grande ampleur, qui n'aurait pour seul but que de permettre aux multinationales de traiter l'ensemble des ressources naturelles comme des marchandises, en favorisant notamment la brevetisation du vivant au détriment des droits des communautés locales et de la biodiversité.

"Si l'économie verte est imposée sans un sérieux débat intergouvernemental et la pleine participation des organisations représentatives des peuples et de la société civile, le Sommet de la Terre (...) risque de devenir la plus importante mainmise sur les ressources de la Terre jamais vu en 500 ans", affirment ces organisations.





TedX Rio+20 - crédit : Helcio Nagamine

Deux visions du monde

Entre les visions dessinées par l'OCDE, les Etats-Unis, l'Union Européenne, le Brésil et les grandes institutions internationales, d'une part, et celles brandies par la majorité des organisations de la société civile et quelques Etats, dont la Bolivie, d'autre part, ce sont deux modèles qui s'affrontent.

Les premiers estiment que l'économie de marché à l'échelle mondiale est le seul système qui permette de mobiliser l'ensemble des forces vives (publiques et privées) de notre planète pour redresser la situation.

Dans cette optique, le pragmatisme est une vertu cardinale et les leviers du changements sont essentiellement économiques (l'innovation et les investissements).

A l'opposé, la plupart des organisations de la société civile considèrent que le système mondial (incarné par l'Organisation mondiale du commerce, notamment) a atteint ses limites et qu'il est entré dans une zone destructive, au point de constituer le cadre qui permet ces multiples dégradations de l'environnement et ces déchirures sociales.

Ces mouvements, organisés au sein de plateformes nationales et internationales (à l'instar de la Coalition belge Rio+20), estiment qu'il convient de traiter les ressources naturelles comme autant de "biens communs" qui doivent être mis hors du champ économique et de la marchandisation qui "dépossèdent les peuples de leurs ressources et de leurs droits."

Décus de voir le concept d'économie verte supplanter celui de développement durable, les tenants de ce modèle défendent "un changement de paradigme vers un monde durable."

Au Vietnam, l'économie verte est d'actualité

Le Vietnam fait face à toutes sortes de défis environnementaux majeurs, liés notamment aux effets du réchauffement climatique et à la croissance rapide des agglomérations.

Forte demande en eau et énergie, insuffisance des infrastructures et de la planification, très faible conscience écologique... les obstacles à affronter sont nombreux et compliqués.

Le gouvernement d'Hanoï est aujourd'hui décidé à mettre en place des stratégies de développement qui tiennent compte de ces difficultés et s'efforcent de les surmonter.

Inspirés par l'exemple sud-coréen, les responsables vietnamiens misent aujourd'hui sur l'économie verte, clairement appréhendée comme modèle de développement permettant de corriger les excès du système productif actuel.

En effet, bien que le pays connaisse une forte croissance, les pressions sur les ressources naturelles et les niveaux de pollution générés par les structures industrielles ont atteint des niveaux plus que préoccupants pour les autorités.

Le pays vient d'adopter une Stratégie Economie Verte pour l'horizon 2050 (elle sera prochainement approuvée officiellement).

Cette stratégie vise 3 objectifs : réduire les émissions de CO2 et développer une économie bas-carbone, promouvoir les technologies propres et encourager les efforts des citoyens vers un mode de consommation plus durable.

La Belgique est le premier donateur à avoir accepté de contribuer à cette stratégie par un don de 5 millions d'euros sur 5 ans sous la forme d'une intervention bilatérale gérée par la CTB, l'Agence belge de développement.

Le projet vise à créer un fonds (Facility) géré par le partenaire vietnamien (le Ministère du Plan et des Investissements) destiné à financer des études, recherches, formations, études de cas, projets-pilotes permettant d'appuyer la transition écologique de l'économie vietnamienne.

L'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, les technologies propres, l'assainissement liquide et solide seront des thèmes importants de cette stratégie.

Ce fonds pourra être alimenté par le Vietnam lui-même et par d'autres donateurs internationaux.

Le temps de l'action

Fondamentalement, les deux systèmes de représentation paraissent difficilement conciliables. Il y a urgence pourtant. La plupart des indicateurs environnementaux sont à l'orange clignotant et certains d'entre eux sont même passés au rouge (biodiversité, cataclysmes liés au changement climatique, etc.).

Pour aller de l'avant, la Colombie, rejointe par le Guatemala et le Pérou, soulignent ensemble que "seules les stratégies concrètes permettront de renouveler le compromis politique envers le développement durable".

Convaincus de l'opportunité historique que représente Rio+20 pour "renforcer l'engagement envers les trois dimensions du développement durable", ces pays proposent de s'inspirer des Objectifs du Millénaire pour le développement (ODM) pour définir des Objectifs de Développement Durable qui fixeraient les caps à atteindre par l'ensemble de la communauté internationale.

Les représentants de ces trois pays d'Amérique latine proposent 5 grands domaines pour lesquels ces Objectifs de Développement Durable (ODD) doivent être établis : la sécurité alimentaire, l'accès à l'énergie (y compris les sources renouvelables), les océans (y compris la pêche), les établissements humains durables (les villes) et la gestion intégrale de l'eau.

Outre son caractère à la fois concret et contraignant, cette approche présente de nombreux avantages : construits sur la base de l'Agenda 21, ces Objectifs de Développement Durable s'appliquent aussi bien au niveau international qu'au niveau local, répondant ainsi aux priorités et réalités de chaque pays.

Soigneusement coordonnés à chaque échelon, ces ODD permettraient de catalyser les moyens de l'ensemble des acteurs publics et privés autour de résultats qualitatifs et quantitatifs précis à atteindre dans les trois dimensions du développement durable (économique, sociale et environnementale).

Enfin, un dernier point positif que relèvent les gouvernements latino-américains à l'origine de cette initiative, c'est sa cohérence (voire sa complémentarité) avec les Objectifs du Millénaire pour le développement (ODM) fixés en 2000 à New York pour réduire l'extrême pauvreté et la mortalité infantile, lutter contre les grandes épidémies (dont le HIV/SIDA), développer l'accès à l'éducation et favoriser l'égalité des sexes, en particulier dans les pays les plus pauvres.

Globalement, les premiers échos de la communauté internationale et de la société civile par rapport à cette proposition sont plutôt favorables.

Les principales réticences aujourd'hui portent sur les modalités de fixation de ces objectifs (et du temps que cela prendrait) et sur la remise en cause (au moins partielle) des thématiques d'ores et déjà adoptées pour Rio+20 qu'implique ce projet.

Les représentants des Etats présents à Rio sauront-ils se mettre d'accord sur des objectifs ambitieux et contraignants pour éviter que les générations futures ne soient contraintes d'affronter des catastrophes écologiques et sociales de plus en plus nombreuses et meurtrières ?

Droits et Responsabilités

Orateur invité par la CTB, Raymond Van Ermen, Directeur exécutif de l'organisation Partenaires Européens pour l'Environnement, promeut l'idée d'une mobilisation de l'ensemble des "agents du changement", y compris des acteurs privés, dans le cadre d'un "système d'intelligence collective" seul capable de réaliser la transition attendue.

Pour ce faire, il préconise un "Accord des Nations-Unies sur les Droits et Responsabilités des Acteurs du Marché" qui inciterait toutes ces parties prenantes (à partir d'une visibilité claire de leurs avantages respectifs) à utiliser tous les leviers à leur disposition "dans une chaîne de valeurs redéfinie pour partager ressources, moyens financiers et savoirs".

Structurée autour de 3 piliers opérationnels (la mobilisation de tous autour d'objectifs fixés par la puissance publique, l'évaluation systématique et continue des activités de chaque acteur et la récompense des initiatives vertueuses, notamment par la commande publique), cette vision présente a priori comme avantage indéniable de constituer un système cohérent susceptible d'être entendu par tous.



'Green Is The New Black' Symposium Offered Solutions for a Sustainable Planet - Crédit : Green Jobs Now

1 - Source : Organisation Internationale de la Francophonie, "Note de décryptage des enjeux de la Conférence Rio+20"

2 - Source : OCDE, "Vers une croissance verte - Résumé à l'intention des décideurs" - Mai 2011

3 - Source : Interview réalisée le vendredi 8 juin 2012 à la CTB.

4 - Source : Organisation Internationale de la Francophonie, "Note de décryptage des enjeux de la Conférence Rio+20"

5 - Source : Véronique SMEE, Novethic, "Rio+20 : concilier économie verte et éradication de la pauvreté", 24 mai 2012 - www.novethic.fr

6 - Source : ETC Group, "Nouveau rapport: Qui Contrôlera l'Economie Verte?", 15/12/2011 - www.etcgroup.org

7 et 8 - Source : Coalition belge Rio+20

9 - Source : Ministerio de Relaciones Exteriores República de Colombia, "Rio + 20: ODD - Mise à jour des gouvernements de Colombie, Guatemala et Pérou"

10 - Source : Raymond Van Ermen, EPE, "Rio+20 - Comprendre, innover et agir" - Comité21 - Palais Brongniart □ Paris, 4 Juillet 2011